

Ronald Rudin. *Kouchibouguac: Removal, Resistance, and Remembrance at a Canadian National Park*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, 383 p.

Joel Belliveau

Volume 18, numéro 1, automne 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1062936ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1062936ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Belliveau, J. (2017). Compte rendu de [Ronald Rudin. *Kouchibouguac: Removal, Resistance, and Remembrance at a Canadian National Park*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, 383 p.] *Mens*, 18(1), 167–171.
<https://doi.org/10.7202/1062936ar>

Comptes rendus

Ronald Rudin. *Kouchibouguac: Removal, Resistance, and Remembrance at a Canadian National Park*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, 383 p.

Ce livre relate l'histoire de la création du parc national de Kouchibouguac, sur la côte est du Nouveau-Brunswick, entre 1969 et 1979. La longueur de ce processus tint à l'application, par Parcs Canada, d'une politique voulant que le territoire visé doive être vidé de toute habitation, voire de toute trace de vie humaine avant l'ouverture. La résistance acharnée suscitée par l'expropriation de 259 familles à Kouchibouguac – et un nombre similaire à Forillon, en Gaspésie, à la même époque – convainquit le gouvernement fédéral d'abandonner cette politique en 1979.

Comme la plupart des projets récents de Ronald Rudin, cette monographie se rattache à la pratique de « l'histoire publique », qui vise à présenter l'histoire d'une manière accessible, à arrimer l'histoire aux enjeux sociaux et à être à l'écoute des besoins et des attentes des communautés, sans pour autant y être subordonnée. On ne sera donc pas surpris outre mesure du fait que la monographie soit dédiée aux anciens résidents des sept villages qui ont été fermés pour permettre l'ouverture du parc ni du fait qu'un site Web ait été créé comme complément multimédia. Notons qu'à la différence du site créé pour son dernier ouvrage (*Remembering and Forgetting in Acadie: A Historian's Journey through Public Memory*, 2009), celui-ci, intitulé « Le retour des voix au parc national Kouchibouguac », est bilingue.

Rudin signe ici son deuxième livre portant sur un thème acadien ou, pour être plus précis, sur l'histoire des provinces maritimes. Car l'auteur le montre bien, c'est là l'une des thèses de l'ouvrage, si « Kouchibouguac » est une histoire « acadienne » dans la mémoire et la commémoration, la création mouvementée de ce parc national était, en réalité, plus complexe que cela.

L'ouvrage adopte une structure élégante en trois parties regroupant sept chapitres. Dans la première partie, *Removal*, on découvre tout d'abord la vie et les communautés de la région avant l'arrivée du parc national. Le portrait brossé ici, largement à l'aide de sources orales (30 entrevues), est celui de familles qui n'étaient certes pas riches, mais qui détenaient néanmoins tout ce qu'il leur fallait pour vivre, notamment grâce aux liens de solidarité familiaux et de voisinage, à l'économie informelle et à la cueillette et récolte de ressources naturelles (petits fruits, mollusques, poisson, bois, etc.).

L'auteur aborde ensuite la planification du parc dans les bureaucraties fédérale et provinciale, planification qui s'est faite, pendant les premières années, avec une superbe indifférence envers les personnes qui seraient appelées à céder leurs terres. Ici, l'auteur se base avant tout sur la quantité gargantuesque de documents d'archives générés par la création du parc (et par l'opposition qu'elle a suscitée), tant à Ottawa qu'à Fredericton. La gestion d'une question aussi délicate a été faite de manière si impersonnelle et dirigiste, selon l'auteur, en raison d'un courant de pensée bien ancré dans les bureaucraties de l'après-guerre, qu'il nomme « *high modernism* », concept qu'il emprunte au politologue James C. Scott. Selon cette vision du monde, les gouvernements devaient appliquer des techniques modernes afin de transformer la société de manière radicale au nom du bien commun. Dans le cas qui nous intéresse ici, c'est cette vision qui a convaincu les fonctionnaires que la population du territoire visé souffrait de « désintégration sociale » et d'une « culture de la pauvreté » et que, conséquemment, son déplacement lui serait en fait bénéfique. Des parallèles sont établis avec des projets similaires ailleurs au Canada, et de nombreuses citations extrêmement condescendantes de la part de fonctionnaires, portant sur les habitants de la région, nous convainquent facilement qu'en effet, le rapport de l'État à l'ingénierie sociale, et à la vie des citoyens, a fondamentalement changé depuis lors. Rudin insère, par ailleurs, de nombreux apports de l'histoire environnementale dans cette discussion sur les agissements de l'État, montrant que ce dernier était animé par une vision

romantique de ce que devait être une « contrée sauvage », qui méritait qu'on y déploie des efforts de conservation.

La deuxième section du livre, *Resistance*, relate les actes de résistance multiples et multiformes de la population, et ce, avant, pendant et après la création du parc. Le lecteur prend connaissance de deux grandes phases de cette résistance : une première, pacifique, largement jouée selon les règles de la bureaucratie, mais néanmoins obstinée, oppose la province du Nouveau-Brunswick à une multitude d'acteurs : résidents, propriétaires ne résidant pas sur leur terrain, pêcheurs, francophones, anglophones. Ces gens acceptent pour la plupart, quoique à regret, l'arrivée du parc, mais luttent pour une compensation plus équitable afin que soit reconnue, entre autres, la valeur de l'économie informelle, du travail domestique des femmes et des enfants et de l'accès aux ressources. Pendant cette phase, on verra un État provincial qui agit d'abord de manière unilatérale, puis qui met graduellement de l'eau dans son vin et en vient à gagner le respect des « expropriés », alors que le palier fédéral, lui, sera reconnu pour son intransigeance. Ce dernier aussi, pourtant, finira par devoir faire des concessions...

La deuxième phase de la résistance débute vers 1974 lorsque Jackie Vautour, qui était jusqu'alors simplement l'un des nombreux porte-voix bénévoles des familles désemparées, se transforme en « *Acadian Freedom Fighter* ». À ce point, les dossiers de la vaste majorité des expropriés ont été réglés, presque toujours avec une compensation largement supérieure à celle initialement prévue par la province. Mais « Jackie », comme il sera de plus en plus communément connu, a choisi de ne pas s'occuper de son propre dossier pendant les années 1968-1974. Sa terre, un lot attrayant en bordure de la rivière Kouchibouguac, est à présent l'une des seules qui n'est pas devenue propriété du gouvernement. La figure aidante et raisonnablement pragmatique des premières années se met alors à se présenter, ainsi que les autres expropriés, comme un « déporté » du xx^e siècle et à prôner la résistance judiciaire et aussi extralégale à l'existence même du parc. Agissant parfois avec une seule poignée de disciples, mais

épaulé par moments par des centaines d'anciens résidents, par un nombre impressionnant d'artistes et de militants néonationalistes acadiens et même par l'archevêque de Moncton, « Jackie » réussira à transformer un dossier complexe touchant une population pauvre, rurale et linguistiquement mixte en une question « nationale » acadienne, brûlante d'actualité. Ce faisant, il deviendra une légende vivante, un symbole de la nouvelle attitude acadienne de résistance et de fermeté, appelée à remplacer l'image pacifique et docile cultivée jusqu'au début des années 1960 par l'élite acadienne. Notons au passage que l'analyse de Rudin est bien campée dans l'historiographie acadienne, qu'il connaît manifestement très bien.

La troisième partie du livre, *Remembrance*, plonge résolument dans l'histoire culturelle et intellectuelle en retraçant les représentations qui ont été faites des événements par l'entremise d'œuvres artistiques (films documentaires, romans, poèmes, arts visuels) produites tant par des artistes professionnels, l'ONF et Zachary Richard, entre autres, que par des « expropriés » souhaitant faire sens de leur expérience. Rudin fait remarquer, à juste titre, le contraste étonnant entre le foisonnement artistique généré par Kouchibouguac et l'absence – oui, l'absence – d'études scientifiques sur le sujet, si l'on omet le rapport d'une commission gouvernementale de 1982. Livrée presque entièrement à la sphère artistique, la création du parc a pu nourrir l'imaginaire néonationaliste acadien et galvaniser la lutte des derniers résistants à l'expropriation ; tel était le ton de l'art inspiré par Kouchibouguac jusqu'à ce que le sujet s'essouffle, durant les années 1980. Finalement, au début du millénaire, une nouvelle génération d'artistes, incluant la poétesse Emma Haché et le dramaturge Marcel-Romain Thériault, ont réinvesti le sujet et se sont mis à explorer cette histoire de manière plus globale, en donnant la parole aux nombreux types d'acteurs qui avaient été éclipsés par la figure de Vautour au cours des décennies antérieures.

Il est évident que Rudin voit d'un bon œil une telle complexification de l'histoire de Kouchibouguac et qu'il conçoit sa monographie comme un pendant scientifique de cette nouvelle sensibilité.

Il confesse plusieurs fois sa volonté de raconter le vécu du plus grand nombre possible d'acteurs touchés par ces expropriations, sans se limiter à la poignée d'irréductibles qui ont récolté la part du lion de l'attention médiatique et artistique. Il complique la trame narrative des événements en y réinsérant toutes sortes de personnages, tels des animateurs sociaux du Conseil régional d'aménagement du Sud-Est, des petits fonctionnaires du bureau régional de l'Office national du film, des fonctionnaires surpris et même fragilisés par la résistance et, surtout, des représentants des 1200 personnes expropriées, incluant 15 % d'anglophones, qui ont tant bien que mal refondé leur vie en d'autres lieux, sur de nouvelles bases, sans pour autant oublier ou cesser de rassembler ponctuellement la communauté d'antan.

Malgré ce parti pris, Rudin réussit à garder un ton neutre en racontant l'histoire de ces gens, qu'il n'essaie pas de glorifier en lieu et place des activistes des années 1970. L'ouvrage souffre de quelques longueurs, surtout dans les chapitres consacrés aux agissements de la bureaucratie, et certains clous sont enfoncés une ou deux fois de trop, mais la lecture reste captivante, puisque l'auteur ne déballe pas tout d'un coup. Il sait nous faire attendre avant qu'on découvre si et comment Parcs Canada et l'État fédéral en sont venus à clore ce chapitre douloureux et à faire la paix avec « les expropriés ».

En tant qu'historien d'origine acadienne, je dois avouer, sur une note plus personnelle, qu'il est véritablement rafraîchissant de voir un historien « d'ailleurs » prendre au sérieux non seulement nos histoires contemporaines, mais aussi nos commentaires sur celles-ci, nos œuvres et nos représentations de ce passé. Rares sont ceux qui l'ont fait, qu'ils soient canadiens-anglais ou québécois. Rudin, cette figure quelque peu solitaire de l'historiographie québécoise, se distingue à présent comme l'un des historiens actifs ayant le plus contribué à l'historiographie acadienne et des Maritimes. J'espère, pour ma part, qu'on le reconnaîtra.

— *Joel Belliveau*
Université Laurentienne